L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 31 MAI 1882. 55me Année.

Dufour, Dennet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS,

MERCREDI, 31 MAI 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Edition quotidienne.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00

On n'abonne aucun, à la semaine, avec les porteurs.

Edition du Dimanche.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Trois mois.....75

Bandeaux deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par le Shérif, à la Bourse d'Hamm St-Charles, rue St-Charles, la quit indivise de Verve Léopold Dejan, dénté six-deuxièmes en une maison et le part théâtrale de William Dejan, dénté deux-sixièmes en un-sixième, faisant pour les deux complètement une part de deux tiers dans la propriété de cinquante actions, toutes payées de cent plusieurs chacune du fond capital du Lower Steam Cotton Press Company.

La vente du commun de l'imprimerie No 112 rue Gravier, dans l'affaire de Clark & Hoskins vs. leurs créanciers, commencé hier et se continuera aujourd'hui à 11 heures du matin, au comptoir ouvrant, par l'intermédiaire de J. V. Courtois, encanteur.

UN RETOUR DE FORTUNE.

L'arrivée de nombreux ouvriers venant d'Europe est un autre fait du journal de Lagrange, que nous avons reproduit dans notre numéro d'hier, nous remontant à la question industrielle que la Presse du Sud agite depuis quelque temps : Le Sud peut-il, comme l'Est, avoir ses industries et transformer ses produits agricoles en produits manufacturés, dans d'aussi bonnes conditions que les Etats de la Nouvelle-Angleterre ? Le journal de Lagrange répond affirmativement, et, à l'appui de son assertion, il cite la fabrique de coton établie dans cette ville, qui a réalisé un bénéfice de 25 pour cent, l'année dernière, sur le capital investi dans cette utile entreprise. La question semble ainsi résolue ; il ne reste plus au Sud qu'à trouver des hommes d'initiative et quelques capitaux pour créer une branche d'industrie manufacturière à côté de sa production agricole, chargée de l'alimenter.

Le moment est favorable pour la réalisation de semblables projets. Nous avons justement sous la main un des éléments indispensables pour le travail à accomplir. Ces ouvriers étrangers, dont la présence a causé une agitation sérieuse parmi les travailleurs américains, attirés ici par la perspective de gagner rémunérateurm, constitueraient le fond des équipages employés dans nos manufactures, et leur habileté dans des travaux qui leur sont familiers serait une garantie contre la concurrence de l'Est.

Laisserons-nous échapper cette circonstance aspicieuse qui s'offre au Sud de se délivrer du monopole dont se sont emparés les fabricants du Nord, tout en exploitant une source nouvelle et abondante de prospérité ?

Nous exprimons fermement à un retour de fortune destiné à tirer notre Etat de la pénible situation que lui ont faite les événements. Des propositions nous arrivent de Paris, tendant à réaliser ce que, généralement, on considère comme le seul moyen de relèvement de la Louisiane. Elles sont sérieuses. La routine, à laquelle nous ne cédons que trop, sera-t-elle un obstacle à l'établissement des usines centrales ? Aux offres qui nous sont présentées, opposerons-nous cette apathie mortelle qui nous a mené à la ruine, à la misère ? MM. Grand et Harang attendant les dernières instructions de la compagnie parisienne, et nous sommes bientôt en état de nous mettre à l'œuvre. Si cette compagnie cède à modifier nos habitudes par trop oisives, pour nous lancer dans l'industrie qui a été les immenses fortunes auprès desquelles les capitalistes du Nord viennent sur les Etats-Unis est immense réseau de chemins de fer, qui a fait, en supprimant les distances, un tout compacte d'un gigantesque territoire.

Nous l'avons dit : tout nous fait espérer à un retour de la fortune ; mais n'oublions pas le vieil adage : " Aide-toi, le ciel t'aidera. "

Relations entre planteurs et négociants.

Les Directeurs de la Bourse au Coton de la Nlle-Orléans, en leur nom et au nom des négociants commissionnaires de notre ville, ont adressé au comité judiciaire du Sénat un mémoire pour le prier de faire un rapport constatant un rejet du bill de la Chambre des Représentants qui abroge les sections 2 et 3 de la loi 66 de 1874.

Ils affirment que l'abrogation de ces deux clauses ferait le plus grand tort au commerce de notre port et affecterait à tel point les rapports entre les planteurs et leurs agents dans les compagnes et les négociants ainsi que les banquiers de la Nlle-Orléans, que les habitants ne trouveraient plus les avances qui leur sont indispensables pour exploiter leurs domaines.

Pour obtenir ces avances, il faut que l'hypothèque qu'elle emmentent conserve son plein effet jusqu'au règlement et au paiement définitif de la dette contractée. Or, l'abrogation des sections 2 et 3 de la loi 66 de 1874, suppendrait l'effet de l'hypothèque. Qui donc consentirait à prêter aux planteurs dans de pareilles conditions ?

Si l'habitant qui emprunte peut à son gré expédier en résolte à un autre négociant que celui qui lui a fait des avances, il est évident qu'il ne trouvera plus de prêteur. Le planteur honnête n'agit pas ainsi ; mais il y a des gens dépourvus de conscience qui n'hésitent pas à abuser de la bonne foi de leurs agents-commissionnaires.

Donc, dans l'intérêt de tout le monde, —dans l'intérêt du prêteur comme dans celui de l'emprunteur—il faut des garanties qui protégent le négociant contre de déplorables surprises.

Nous n'avons malheureusement pas assez de capitaux, mais qu'on permettre au moins à ceux dont nous pouvons disposer de se répartir partout dans de justes proportions et à des intérêts modérés. Si la garantie offerte au prêteur ne couvre pas tout ou offre jusqu'au remboursement de la somme prêtée, on conçoit naturellement d'avancer aux planteurs les fonds dont ils ont un si pressant besoin, et alors que deviendra l'agriculture en Louisiane ?

Notre commerce avec l'intérieur de l'Etat et les autres parties de l'Union se fait au moyen de traites auxquelles sont attachés les connaissements. Avec une pareille garantie, on fait sans hésitation des avances de fonds, mais détruisez la garantie et vous paralysez le commerce, vous portez à la Nlle-Orléans un coup fatal et vous en la plaçant vis-à-vis des autres centres d'affaires dans des conditions d'infériorité que sembrement infailliblement sa désolation.

Le mémoire se termine par d'autres considérations d'une nature analogue et une pressante requête au comité judiciaire du sénat de s'opposer à l'inauguration d'un état de chose qui serait fatal non seulement à la Nlle-Orléans, mais à la Louisiane tout entière.

D'après le bulletin No 282 du recensement (nous l'avons reçu, hier, de Washington), les Etats-Unis ont 50,155,-783 habitants, 2,900,170 milles carrés, 9,945,916 familles, 8,955,812 demeures.

Il y a, par mille carré, 17.29 personnes, 3.43 familles, 3.02 demeures ; 37.01 acres par personne, 186.62 acres par famille 5.60 personnes par demeure, 5.04 personnes par famille.

La Louisiane a 939,946 habitants, 45,420 milles carrés, 192,883 familles, 174,867 demeures ; 20.69 personnes par mille carré, 4.25 familles par mille carré, 4.85 demeures par mille carré, 30.93 acres par personne, 150.75 acres par famille, 5.38 personnes par demeure, 4.87 personnes par famille.

New York a 5,082,871 habitants, le Pennsylvania en a 4,282,891, l'Illinois 3,077,871, l'Ohio 3,198,062, le Missouri 2,168,380, l'Indiana 1,978,301, la Georgie 1,542,180, la Virginie 1,-512,565, le Tennessee 1,542,359, le Texas 1,591,749, l'Alabama 1,262,505, le Maryland 934,943, le Mississippi 1,131,597.

M. John Davis a reçu la nouvelle que M. Défossez, son engagger M. Martin, comme second chef d'orchestre ; M. Gravier, comme régisseur général.—Le premier a tous le même emploi, dans notre ville, sous M. Calabrési. M. Gravier est si bien connu qu'il n'a pas besoin de recommandation.

Nous pensons pouvoir donner, dans une quinzaine de jours, une liste complète de la troupe.

M. Défossez sera parmi nous vers le 1er juillet.

Le grand festival musical de Chicago, dont les recettes se montaient à $58,000, et dont les dépenses dépassent $63,000, est cependant considéré comme un grand succès par la presse locale. Un journal dit : un succès qui ressemble à un grand incendie.

Les rapports de la Géorgie et de la Caroline du Sud parlent de l'énorme récolte faite dans ces deux Etats. Les planteurs, dit un journal de la Géorgie, auront, en septembre prochain, dans de meilleures conditions qu'ils ne l'ont été depuis longtemps. S'ils suivent le même plan l'année prochaine, ils auront payé leurs dettes et reconvreront leur indépendance.

Un assez grand nombre de Chinois de la Californie sont peintres de portraits. Ils ne servent d'une photographie et reproduisent avec assez de fidélité le figure qui leur est soumise. Leur prix est modéré ; ils n'exigent que $2.

L'honorable Edward W. Robertson, l'un des représentants de la Louisiane au Congrès, a eu l'obligeance de nous envoyer un exemplaire du beau discours qu'il a prononcé, le 18 mai, à la Chambre, sur la protection de la Vallée du Mississippi contre les inondations.

Nous n'en avons pas fini avec les cyclones, qui semblent vouloir déserter la mer des Antilles pour se fixer aux Etats-Unis. L'Etat du Mississippi vient de recevoir la visite de l'un de ces terribles ouragans qui ne laissent sur la route qu'ils parcourent que ruines et deuils ; il n'est abolie tout d'abord sur la petite ville de Vicksburg, pendant la nuit, ensuite des portes qui s'élevaient à plusieurs centaines de milles dollars. Quelques personnes ont péri dans les maisons en ruines. Dans un comté, suivant la direction du nord-est, le cyclone a porté ses ravages dans le New Hampshire.

Le steamer "Strasburg" est arrivé de Brême à New York ; il avait 1864 passagers, qui ont pris immédiatement le chemin de fer de Chicago.

Mme Delong, veuve du célèbre commandant de la "Jeannette", est arrivée, avec un jeune fils, à New York, où elle attend le corps de son infortuné mari.

Les principales villes des Etats-Unis ont des observatoires que dirigent des hommes d'établissement distingués ; celui de l'Université de la Virginie, fondé par Thomas Jefferson, vient d'être réparé ; il a reçu un télescope d'une grande puissance. Le professeur Osmond Stone en a été nommé directeur. Sous le rapport de la science astronomique, la Nouvelle-Orléans est la ville la plus arriérée des Etats-Unis. Quand donc nos autorités songeront-elles à la doter d'un observatoire ?

Nos remerciements au département de Plantation, à Washington, pour plusieurs pièces officielles importantes.

Ch. Gratien, entièrement du recensement, dit que la publication du dixième est déjà beaucoup plus avancée que celle d'aucun autre recensement précédent.

Les médecins de notre ville sont unanimes à recommander l'efficacité du Maishof Bitter son tonique.

La fête du Jockey Club.

Nous venons d'assister à la fête magnifique que le Jockey Club a offert à ses invités. Jamais encore société plus élégante n'avait parcouru les allées du superbe enclos éclairé à jour. Les blanches toilettes d'été, de nos belles mimes, se détachaient à merveille sur le vert sombre des charmilles. Le temps était favorable et l'éclat de la pleine lune ajoutait encore à cette véritable féerie.

Le colonel E. S. Williams, surintendant du chemin de fer du Fort Espagnol, avait eu la galanterie de mettre à la disposition du Jockey Club l'admirable orchestre qui, chaque soir, fait les délices des habitués de cette retraite champêtre. Le célèbre cornétiste, M. Hoch, a émerveillé l'assemblée. C'est un de ces artistes rares qui joignent le sentiment des nuances à la perfection dans l'exécution. La salle a applaudi à outrance l'artiste inspiré.

La chaleur intense n'a pas été un obstacle à la danse. Pendant quelques heures, la "plateforme," en plein air, a présenté l'aspect le plus attrayant. L'heure réglementaire seule a mis fin aux ébats de cette belle jeunesse.

Nous adressons nos sincères félicitations au secrétaire du Jockey Club, M. G. W. Nott, qui préside à l'organisation de ces fêtes sans pareilles.

—Le Maishof Bitter grandit chaque jour dans la faveur populaire.

La mésaventure qui vient d'arriver au général Newton Martin Curtis, dit le *Courrier des Etats-Unis*, est bonne à méditer ; cet honorable officier vient d'être déclaré coupable par le grand de circuit pour avoir, étant trésorier du comité républicain de l'Etat et fonctionnaire des Etats-Unis, reçu de l'argent de divers personnes, agents du gouvernement, pour des fins politiques. M. Curtis n'a pourtant fait que ce que font "de temps immémorial tous les leaders de politique militante. On a mille fois protesté contre cette espèce de chantage pratiqué aux époques électorales sur les employés de l'ordre administratif pour les besoins du parti. M. Arthur lui-même était à New York le premier de ces collecteurs d'impôts, et l'usage en est si bien ancré dans les mœurs que pas un employé n'aurait jamais songé à s'y soustraire. Comment se fait-il donc aujourd'hui qu'il se trouve des victimes pour se plaindre, un grand jury pour porter l'accusation et un jury pour la condamner ? C'est que l'opinion a fait du chemin et qu'elle devient impérieuse.

Il y a des années que tout le monde reconnaît le vice et comprend qu'il dégrade les institutions. A la longue, quand les temps s'éperonnent, la pudeur publique regrand ses droits, et la réaction se fait. Nous en sommes là aujourd'hui en matière gouvernementale. Après le guerre le bien et le mal se sont trouvés confondus ; les corrompus ont eu beau jeu, et le peuple étonné les a laissés faire. Mais à force d'abuser, on a dégagé et tondu par eux il revient peu à peu au sentiment de sa dignité et de sa force ; il répudie les pratiques avec lesquelles on a fait du suffrage un vain mot et des droits avilis la grosse d'une pergade d'aventuriers. L'émancipation du joug honteux des politiciens de carrière n'est pas complète, loin de là, mais elle marche, et c'est pourquoi M. Arthur, rentré dans l'ornière, court grand risque d'y laisser sa popularité et son avenir politique.

Le *Tribune* fait à ce sujet la réflexion suivante : " Le procès du général Curtis a été mené vigoureusement et a abouti à un verdict de culpabilité. Malgré ce qu'il y a d'apparemment sérieux dans ce résultat, il est difficile de déposséder la cause de son aspect bouffe, alors qu'elle se présente sous une administration dont le chef a notoirement puisé cent fois plus de la même manière. Quand M. Chester A. Arthur, en collecteur du port de New York et président du comité républicain de l'Etat, sera amené devant le même tribunal, nous commencerons à espérer que la loi sera désormais impartialement appliquée. Le présent verdict toutefois n'est pas suffisant pour que nous puissions la chanter *hosanna* ! on Phonneur du *millenium* de la réforme du service civil. "

Notons en passant que le délit dont le jury de la cour de circuit a déclaré le général Curtis coupable entraîne une amende de $500 et l'incapacité d'occuper aucun emploi fédéral. On dit que près de deux cents cas analogues, concernant des employés du gouvernement qui ont payé leurs contributions politiques aux dernières élections, vont être déférés à la prochaine session du grand jury.

Nous lisons, dans le *Journal des Débats* du 15 mai :

Des élections législatives ont eu lieu hier à La Plaine, à Erreux et à Neufchâtel. On ne doit pas avoir oublié que la première épreuve n'avait pas donné de résultats définitifs dans ces trois circonscriptions, et qu'il avait été nécessaire de procéder à un garutin de ballottage. Dans le premier de ces collèges M. Fréraud, candidat de l'Extrême Gauche, n'avait pas de concurrent ; aussi ne faut-il pas s'étonner que le nombre des abstentions ait été très considérable. Sur 37,894 inscrits, le chiffre des votants ne s'est élevé qu'à 6,865 ; près des trois quarts des électeurs n'ont pas jugé à propos d'user de leur droit de suffrage. A Erreux, M. Bully, candidat républicain, a été nommé à une assez forte majorité contre M. Servaistre, candidat réactionnaire.

M. Corbeau, qui avait obtenu 3,549 voix au premier tour, s'était désisté en faveur de M. Bally, et cet acte de discipline a permis à la Gauche de conserver le siége qu'occupait M. Lepeuzé. Cet exemple n'a pas été suivi à Rochefort, où M. Bichon, en maintenant sa candidature, a procuré un succès inespéré au parti bonapartiste. M. Roche, qui est arrivé premier avec 5,578 suffrages, ne l'a emporté que de 321 voix seulement sur M. Rouvier. On peut donc tenir pour certain que si le candidat de l'Extrême Gauche n'avait pas persisté à se présenter au second tour, où il a obtenu 3,596 suffrages, l'ancienne circonscription de M. Bethmont n'aurait pas élu un candidat réactionnaire.

Il est à regretter qu'une expérience aussi clairement acquise dans les dernières élections municipales n'ait pas porté ses fruits. Déjà dans le Gard et le Pas-de-Calais le parti républicain avait pu apprécier combien ses divisions peuvent avoir des conséquences dangereuses. Si forte que soit une majorité elle ne saurait impunément se morceler, et elle ne doit jamais perdre de vue, sous peine de s'exposer à de graves mécomptes, que la plus stricte discipline est indispensable même dans les cas où la victoire semble irrévocablement assurée.

M. de Freycinet a été élu, comme nous l'avons dit, membre de l'Académie des sciences morales et politique par 34 voteants.

Avant d'entrer dans l'arène politique, M. Ch. de Freycinet était un des ingénieurs les plus distingués du corps des mines, et il a publié, dès 1866, un très intéressant et très important volume intitulé "Rapport sur l'assainissement industriel et municipal," dans lequel, entre parenthèses, notre municipalité pourrait puiser un renseignement opportun. "En Angleterre, dit-il, on combat l'insalubrité des caves et fosses, pendant les démolitions, à l'aide de lait de chaux additionné d'un peu de phénique ; procédé excellent et peu dispendieux."

Le président du conseil succède, à l'institut, au savant chimiste Dumas, qui fut directeur de l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, et président de l'Académie nationale de médecine.

—Mlle Habertine Acolyet vient d'écrire au ministre de l'intérieur, en faveur d'une jeune femme, Mme Leire, où elle recommande, pour la suppression de la prostitution, un moyen original :

" Il suffirait pour cela, dit-elle, de créer un vaste établissement où les femmes inoccupées trouveraient, à *titre de prêt*, avec le vivre et le couvert, des facilités de se procurer du travail. Cet établissement pourrait fonctionner avec quelques millions, qu'on trouverait au moyen d'une loterie.

Dès lors, les prostituées n'ayant plus la faim pour excuse, devraient être impitoyablement traquées, et, après récidive, être embarquées sur un navire de l'Etat, en partance pour une colonie, qu'elle transformerait, en compagnie des *femmes prostituées*, sous l'œil vigilant d'un agronome, en exploitation agricole qui, en les faisant vivre, rapporterait encore de beaux dividendes à l'Etat.

"Vous voudrez bien remarquer, Monsieur le ministre, que ma proposition ne coûterait rien au gouvernement, et qu'elle assainirait, à la grande satisfaction des honnêtes femmes, la voie publique d'une manière définitive.

Nouvelles Télégraphiques.

FRANCE.

Le tunnel de la Manche.

Londres, 26 mai—Le comité départemental dit dans son rapport que le tunnel de la Manche peut être défendu, mais il suggère que l'ouverture soit portée plus avant vers la terre, où les moyens de défense sont plus complets.

Le bill de répression. Chambre des Communes.

Londres, 26 mai—Un mémoire signé par 47 membres libéraux du parlement a été présenté à M. Gladstone pour demander une réduction de la période dans laquelle le bill de répression sera en vigueur et une modification des clauses restrictives à l'intimidation, aux réunions publiques et à la presse.

Sir William Harcourt, secrétaire de l'intérieur, répondant à M. Gorst, conservateur, membre pour Cantham, a dit que le gouvernement n'avait aucune mesure touchant le récent discours de M. Michael Davitt à Manchester.

M. Trevelyan, secrétaire en chef pour l'Irlande, a dit que les cas des suspects emprisonnés étaient continuellement en examen ; près de soixante-dix ont été relaxés pendant la dernière quinzaine.

Affaires espagnoles.

Madrid, 26 mai—Au conseil de cabinet tenu hier il n'est produit une divergence de vues sur le tarif entre M. Sagasta, président du conseil, et les ministres des finances, des colonies et des travaux publics. On n'est arrivé toutefois à aucune décision. Les rapports favorables des autorités sur l'état des récoltes après les dernières neuf jours de pluie ont décidé les ministres à ajourner le projet de suspension des droits d'importation sur les céréales. Les capitaines généraux de la Catalogne et des provinces basques rapportent que l'agitation ne se répand pas beaucoup depuis l'apparition de plusieurs petites bandes qui se sont retirées vers la frontière devant les troupes.

Un député cubain, M. Labra, a présenté une proposition tendant à l'abolition immédiate de l'esclavage. Les vieux libéraux, les démocrates et les républicains votèrent pour la proposition, mais le cabinet refuse de modifier la loi fixant l'abolition à 1888.

Soulèvements carlistes.

Madrid, 26 mai—Plusieurs petites bandes de rebelles ont paru en Catalogne. Le gouvernement s'attache que peu d'importance au mouvement qui est d'une nature carliste. On signale aussi des symptômes de soulèvement dans les provinces basques.

ALGERIE.

Voici un extrait, publié par le *Soleil*, du rapport officiel de M. le capitaine de Castries sur l'engagement du 26 avril 1882 :

Le 26 avril, à cinq heures et demie du matin, la mission topographique et son escorte, commandée par le capitaine Barbier, de la légion étrangère, et composée de deux compagnies de la légion, dix chasseurs d'Afrique et dix gourniers, quittait le camp de Tamaïa près Saïda, dans le chott Tigri, pour se diriger vers l'Est sur fortune Gharbia.

Une compagnie, sous les ordres directs du capitaine Barbier, escadrait le convoi ; derrière elle marchaient deux sections commandées par M. le lieutenant Masnil ; l'arrière-garde était formée de trois sections sous les ordres de M. le lieutenant Masnou.

Vers six heures, on signala sur la droite des cavaliers et des fantassins ennemis.

Le capitaine Barbier hâte un marche pour gagner au plus tôt le terrain déclaré favorable du chott ; mais il était encore loin d'en atteindre la berge, quand, à six heures et demie, l'ennemi commença à se montrer en grand nombre à la crête des hauteurs. Le feu fut immédiatement ouvert contre lui, mais sans qu'il y fut forcé à s'éloigner, grâce aux abris offerts par les dunes qui, au contraire, paralysaient la marche du convoi.

A sept heures, l'arrière-garde, qui jusque-là avait maintenu l'ordre et la discipline, vit paraître derrière elle des nuages considérables pendant qu'un autre groupe se montrait sur la gauche et cherchait, tout en restant hors de portée, à couper la route et à venir attaquer le convoi.

Sûrde de plus près, l'arrière-garde dut abandonner l'ennemi au troupeau de moutons, pris quelques jours auparavant et qu'elle avait jusqu'alors poussé devant elle ; assaillit les Arabes, ahurdis par cette prise, se précipitèrent sur les rangs et il y eut une épouvantable mêlée dans laquelle furent tués M. Mamouse et beaucoup de ses hommes.

Une section, commandée par M. Masnil, accourait au secours de l'arrière-garde ; elle fut elle-même attaquée, son chef fut blessé et la compagnie qui entourait le convoi dut, pour le dégager, faire halte et entamer plusieurs feux de salve.

A ce moment M. Delorvic et l'avant-garde atteignaient un petit plateau qui formait une position où la résistance eût été plus aisée ; mais le désordre se mit dans le convoi dont l'escorte avait dû se jeter dans la mêlée, et au lieu de gravir les pentes du plateau, les chameaux effrayés se dispersèrent et furent enlevés par l'ennemi.

Le capitaine Barbier, malgré tous ses efforts, ne put les rassembler ; pressé par les feux de plus en plus nombreux, il se retirait vers le poulhon occupée par M. Delorvic lorsqu'il fut tué et le lieutenant Weber blessé.

La troupe se rallia sur le plateau, M. le capitaine de Castries, qui jusque-là avait combattu à l'arrière-garde, en prit le commandement et forma un carré au centre duquel on plaça les blessés et neuf heures et demie le marche fut reprise vers l'Est.

Elle fut encore inquiétée par l'ennemi, toujours favorisé par les dunes ; mais nos tirailleurs le maintinrent à distance et, à midi et demi, il se retira définitivement.

A six heures du soir, on arriva à Galionl, et les blessés furent pansés après deux heures de repos, on repartit et, à deux heures du matin, la petite troupe fut rejointe par le colonel de Négrier, qui, prévenu de la marche, était assistait parti d'Aïn ben Khelil à sa rencontre.

Nos pertes sont de 51 tués, dont 2 officiers, MM. Barbier et Mamouse, et 28 blessés dont 2 officiers, MM. Masnil et Weber ; celles de l'ennemi sont évaluées à 180 tués et 150 blessés ; 7 chevaux sont restés entre nos mains. Notre convoi arabe est seul tombé entre les mains de l'ennemi, qui n'a pu s'emparer d'un chevval ni d'un mulet du train.

Les contingents qui ont pris part au combat, sous la direction du Bou-Amama, appartiennent aux tribus des Ouled Sidi Ahmed, Medjouh, Cheurfa, Ouled Sidi Tadj, Ouled ben Chareb, Beni Gail et Djemâa.

Pour copie conforme :
P. O. le chef de bataillon
CASTRIES.

Le gouvernement belge vient de déposer le projet de loi suivant ;

Article unique.—L'article 170 du code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

1° Les mariages en pays étrangers entre Belges et entre Belges et étrangers seront célébrés dans les formes usitées dans le pays ;

2° Les mariages entre Belges pourront également être célébrés par les agents diplomatiques et les consuls de Belgique conformément aux lois belges ;

3° Les agents diplomatiques et les consuls de Belgique pourront célébrer les mariages entre Belges et étrangers s'ils en ont obtenu l'autorisation spéciale du ministre des affaires étrangères ;

4° Les mariages seront publiés conformément aux articles 63 et 64 du code civil. Toutefois le Officier de l'état civil ne pourra les agents diplomatiques et les consuls dans les chancelleries où les unions devront célébrés ;

5° Les mariages célébrés dans les formes prescrites par les Nos. 1, 2 et 3 de la présente loi seront valables si les Belges n'ont point contrevenu aux dispositions prescrites sous peine de nullité du chapitre 1er, titre V, livre 1er du code civil.

6° La capacité de la femme étrangère est réglée par son statut personnel.

Ont été promulguées le 16 mai, *Journal officiel* les lois approuvant :

Le traité de commerce et de navigation signé à Paris, le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal.

La convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 19 décembre 1881, signée à Paris, le 6 mai 1882, entre la France et le Portugal.

La convention de commerce signée à Paris, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie.

Manifestations libre-échangistes.

Nous avons analysé, dans notre numéro de lundi dernier, la très intéressante étude publiée par M. Amé, dans le *Journal des Economistes*, sur les vicissitudes qu'ont subies les négociations entre la France et l'Angleterre, pour la conclusion d'un traité de commerce ; nous avons montré, avec les textes mêmes fournis par M. Amé, que la responsabilité de la rupture appartient aux Anglais qui, seuls qu'il l'explique fort bien, multipliaient leurs exigences au fur et à mesure que nous prodiguions les concessions.

Nous avons rapporté l'expression du négociateur français, disant : "Dans les rangs des libre-échangistes français, on donna un spectacle qui ne se voit pas souvent en Angleterre ; on prit parti pour l'étranger." Enfin, nous avons cité ce prière, adressée à la presse française, de vouloir bien ne pas prodiguer aux Anglais les espérances vaines et de nature à leur faire croire que le gouvernement français cédera et novierait sur ses décisions.

Il paraît que ces sages et avisés conseils n'ont point été entendus ou que, du moins, ils n'ont pas touché nos libres-échangistes, qui tiennent absolument à prodiguer à l'Angleterre leurs encouragements et à imaginer notre propre gouvernement, lequel, selon eux, n'a point raison de refuser de passer par où veut le conduire notre puissante voisine.

Lundi, la Chambre syndicale des drapiers de Paris tenait, au Grand-Hôtel, une réunion à laquelle elle avait convié deux des principaux lutteurs du libre-échange, MM. F. Bercy-Beaulieu et Frédéric Passy. Il s'agissait de faire une manifestation qui appartît comme une mise en demeure adressée au gouvernement français de reprendre les négociations que l'Angleterre, par trois fois, a rompues.

Demander au gouvernement français de faire cela, c'est lui proposer d'abdiquer toute dignité. Mais il paraît que, dans les rangs libre-échangistes, on n'y regarde pas de si près. En effet, ce qu'on demande à notre gouvernement de faire, est tout simplement ceci : Dire à l'Angleterre qu'il a eu tort, et qu'il est prêt à passer par tout ce qu'elle voudra ; car l'Angleterre a déclaré qu'elle ne négocierait plus, que si la France se montrait prête à lui accorder "tout ce qu'elle veut."

C'est, en effet, ce que demandaient les drapiers et les autres négociants qui se sont joints à eux. A la rigueur, on comprend que des drapiers, qui achètent des laines—souvent de qualité très inférieure, et à très bas prix—en Angleterre, débattent un traité qui abaisse les droits à l'entrée sur ces produits. Mais nous nous permettrons de faire observer à MM. les drapiers qu'il y a, à côté de leurs intérêts de négoce, des intérêts de fabrication fort respectables, que le gouvernement ne saurait mépriser.

C'est à ces intérêts-là, aux intérêts industriels, que le gouvernement français ne veut pas qu'on porte une irrémédiable atteinte ; ce sont ces intérêts, précisément, que nous avons les exigences anglaises, sur ce qu'il a d'odieux, les produits anglais se substituaient partout en France, à nos propres produits. Cela, certaines gens auraient indifférent à MM. les marchands de drap, auxquels il importe peu de vendre des draps anglais ou des draps français, pourvu qu'ils trouvent un profit. Mais le gouvernement doit y regarder, car il y a quantité d'ouvriers français, qui vivent de la fabrication des draperies, et qu'il ne serait pas d'une bonne politique économique, de réduire tout à fait à la misère.

Le leçon que la réunion des drapiers a voulu donner au gouvernement était donc une leçon vaine ; on connaît ne sont pas de bons conseils. Dire à notre ministre d'avouer qu'il a eu tort, avec les Chambres, de vouloir les droits spécifiques au lieu des droits à la valeur ; c'est demander à nos pouvoirs publics de se désavouer et de faire amende honorable ; c'est entre les mains des Anglais, à la requête de MM. Real Leroy-Beaulieu, Frédéric Passy et Hidard. Or, M. Thirard ne le consentira, et ces Messieurs auront mal leur démarche ; on peut le parier ; on parie aussi, grâce au Ciel, le accord, expression de M. Amé, "le pain perdu pour l'étranger."

M. Hidard, lui, qui n'y va pas de main morte, semble tout le monde, et on parlait des droits spécifiques, il s'écrie que "le Parlement a voté pour être un jeu légèrement les droits, sans songer aux protestations contenues à l'enquête."

M. Hidard, de son côté, n'a pas songé à faire observer : c'est que les trois quarts des Chambres de commerce de France ont été d'avis de substituer les droits à la valeur, et qu'il n'y a eu, à l'enquête, que quelques protestations isolées.

Reste nous, nous trouvons ces manifestations mauvaises, surtout parce qu'elles encouragent les Anglais à se montrer exigeants. Ils prennent—on s'étonne de prendre—pour une manifestation générale de l'opinion publique, ce qui n'est que le fait de quelques corporations ou de quelques individualités trop pâles. Nous savons, heureusement, que le gouvernement ne s'en tient point là et qu'il n'est, en aucune façon, disposé à aller se mettre, comme on le lui demande, à la discrétion de l'Angleterre. Il ne doit pas, il ne peut pas le faire ; et il ne le fera pas.

[Le Journal du Havre.]

—On a rendu de justes hommages aux familles courageuses qui se sont distinguées pendant la dernière guerre par des actes héroïques, Mme Jarrethout, Mlle Dods, etc., ou qui se sont dévouées à la tâche ingrate des ambulancières. Mais il est des noms modestes, que le temps commence à effacer, et qu'il est du devoir de reconnaissance de raviver dans la mémoire. Ainsi, nous trouvons, dans ces nombreux dossiers, le nom de Mme Midel. Qui connaît, aujourd'hui, Mme Midel ?

Mme Midel est une Alsacienne, qui s'est signalée avec une remarquable sollicitude, un grand nombre de soldats blessés, une distinction de nationalité ; nous nous rappelons que le gouvernement français lui décernait la croix des ambulances et la médaille d'argent, mais nous savons aussi que l'impératrice Augusta lui avait envoyé la croix de fer, distinction que l'on décerne rarement. Mme Midel a, bien entendu, refusé cette croix.

"Je veux retourner la croix que S. M. l'impératrice Augusta a bien voulu m'envoyer, écrivit-elle au chancelier prussien ; et, en assignant mes compatriotes, j'ai pu faire quelque bien aux Allemands ; c'est que, devant la souffrance, je n'ai pas vu la différence des nationalités....." etc."

Mme Midel a décliné ainsi à Strasbourg pendant le bombardement. Elle a laissé un journal de ce siége, auquel, nous l'espérons, elle donnera de la publicité.

Décédé hier, 30 mai, près de Bon Accueil, Texas, à 5 heures moins 20 minutes du matin, l'âge de 16 ans, HELENE, fille unique de M. A. Dauphin et de Cécilia Choppin.

Les journaux de Baton-Rouge sont priés de reproduire cette annonce.

Commercial Club.

Commercial Club.—Une réunion des membres du Commercial Club aura lieu dans le salon du Club aujourd'hui, MERCREDI, 31 mai, à 7 heures et demie du soir, pour recevoir le rapport du comité nommé le 11 du courant et prendre une décision.

31 mai.—1t

Soumissions cachetées.

Bureau des Directeurs des Bonnes Publiques } De la Ville de la Nouvelle-Orléans. } 30 rue Bourgogne, 31 mai 1882.

Des soumissions cachetées seront reçues à ce bureau jusqu'au LUNDI, 5 juin, à midi, pour fournir aux écoles publiques de cette ville, 1500 barils de chaux de Pittsburg de la meilleure qualité, 2000 livres en barils et 50 tonnes de charbon anthracite, 2000 livres en barils. Le charbon sera livrable dans les diverses écoles. Le contrat ne sera donné que lorsque la livraison sera complétée.

Le comité se réserve le privilège de rejeter une ou toutes les soumissions.

Pour plus d'informations, s'adresser à ce bureau.

PIERRE LANAUX,
Président du comité d'achats et d'approvisionnements.

31mai—6t

J'AI transporté mon bureau de No 12 au No 6 rue Carondelet et je continuerai comme par le passé à faire des prêts et des placements sur hypothèques de propriétés de ville.

EMILE BOUNY
31mai—1m No 6 rue Carondelet.

Vache trouvée.

EST entrée sur mon habitation, le 19 de mai 1882, une vache blanche, ayant une tache brune dans chaque oreille. Le propriétaire peut le reclamer, en prouvant possession, et en payant les frais.

JOSEPH GUTIERREZ,
Six Mille Post, Gentilly Road.

31mai—6t

Bureau de la Compagnie de Glace de la Louisiane—No 56 rue South Front—Nouvelle-Orléans, le 29 mai 1882.—Les trois actions de la Compagnie se servira du 1er juin prochain, sur les Rues de cette compagnie, seront payés à dite date par le F. G. Cahn & Banking Co sur présentation des coupons.

JOS. PTLIÉ,
Secrétaire.

30 mai—30 31—1 juin

Compagnie de chemins de fer de la Nlle-Orléans et du Pacifique.—A partir du 1er février 1882, la société Compagnie se servira de ses voitures pour transporter le Mardi-Gras, recevant et déposant frat et passagers au bénéficiaire de la Compagnie, sur le fleuve, à l'extrémité de la rue Terpsichore.

Les trains partiront du débarcadère (rue Terpsichore) à 7:30 heures a m., pour Hamilton-ville, Plaquemine, Grosse Tête, Rosedale, Alexandrie, et les stations intermédiaires, faisant Baton Rouge, avec le bateau à vapeur Mermaid, qui part pour les points de la malle jusqu'à Bayou Sara. De retour il arrivera à 7 heures P. M., et le bateau passer Gentilly-heure tard sera fret et passagers.

28 mai—1 an H. S. MORSE,
Sur intendant.

OUVERTURE OPPORTUNE !

LAWN TENNIS LA WNS et Imprimés, MOLLE MOLLES, Polka-dot, rayées et blanches.

SOIERIES Polka-dot, rayées et blanches ; SATINETS effet de dentelle ; MOUSSELINE DES soulant 25c, avec ou sans bordures ;

TULLE Tulle en couleur ;
PARASOLS en satinet blanc ;
EVENTAILS Sunflower et lys ;
CORSETS de bobinet pour l'été ;
RUBANS pour échapes, col et chevaux ;
DENTELLES écolia, Broderie piquée ;
BOUTONS perle, rondo, etc., etc.

A bon marché, pour otère.

GANTS de jouv. fins, taches, à 25c la paire ;
RUBANS satin, Nos 5, 7 et 9, à 5c la yarde ;
RUBANS pour échapes, col et chevaux ;
DENTELLES écolia, Broderie piquée ;
BOUTONS perle, rondo, etc., etc.

A bon marché, pour otère.

GANTS de jouv. fins, taches, à 25c la paire ;
RUBANS satin, Nos 5, 7 et 9, à 5c la yarde ;
RUBANS pour échapes, col et chevaux, satin fanta